

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques

N° 182 / 15 juillet 2014

Je pense à MON AVENIR

J'INVESTIS POUR MON EMPLOI

Je rejoins la CGT

DESSINE-MOI L'AUSTERITE

Le pacte dit « de responsabilité et de solidarité » vise à réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique. C'est avant tout un immense chèque en blanc signé au patronat sans contrepartie. Selon Valérie Rabault, rapporteure générale du budget, les services de Bercy ont estimé à 250 000 le nombre d'emplois détruits par la récession que vont entraîner ces mesures. En contrepartie, le ministère s'attend à la création de 190 000 emplois. 50 milliards dépensés pour, au final, mettre 60 000 personnes au chômage ! Même si ce genre de prévision comporte une forte zone d'incertitude, c'est assez parlant.

La conférence sociale qui vient de s'achever (boycottée par la CGT, mais pas seulement ¹), a clairement mis à jour le choix fait par le gouvernement, celui de donner satisfaction aux revendications du patronat en baissant ce qu'ils appellent ensemble le « coût du travail », en fait la part indirecte de nos salaires : les cotisations sociales redistribuées en indemnités de maladie, allocations familiales, retraites etc...

Que le Medef cache pudiquement le niveau et la part des dividendes dans la richesse créée, c'est normal : il défend ses intérêts de classe.

Que le gouvernement, qui de surcroît se dit de gauche, lui fasse allégeance est inacceptable.

La CGT affirme que la croissance et la bonne santé des entreprises ne sont pas liées à un « coût du travail excessif » mais bien à un coût du capital exorbitant, car c'est bien celui-ci qui a explosé ces dernières années au détriment des salaires (voir ci-contre).

La politique menée ne peut que contribuer au creusement des inégalités, et deux informations récentes sont là pour l'illustrer.

Dans sa dernière étude sur le sujet, l'Insee indique que la pauvreté en France augmente régulièrement et a atteint le taux de 14% de la population en 2011, un français sur 7 !

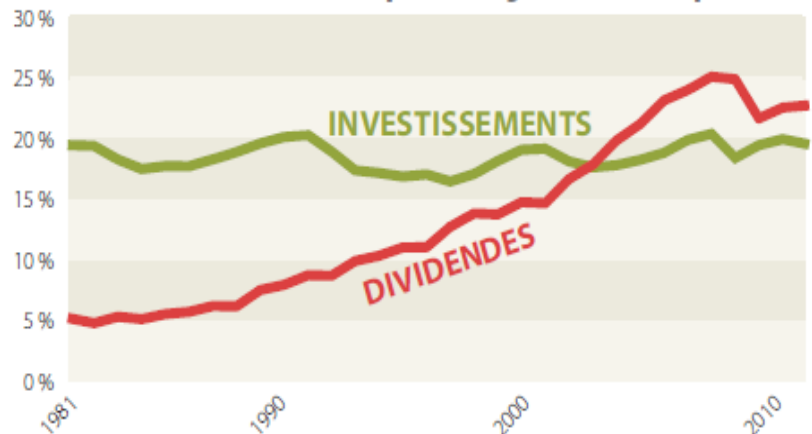
Le journal Challenges vient, quant à lui, de publier son classement annuel des 500 plus grandes fortunes françaises. Leur patrimoine a encore grossi de 15% en un an !

A la DGFIP, le pacte se paiera par environ 2500 nouvelles suppressions de postes en 2015, et de nouvelles coupes dans les budgets de fonctionnement. Va falloir trouver d'autres gisements d'économies que l'affranchissement, oui mais lesquels ? Chauffer moins ou moins longtemps ? ...

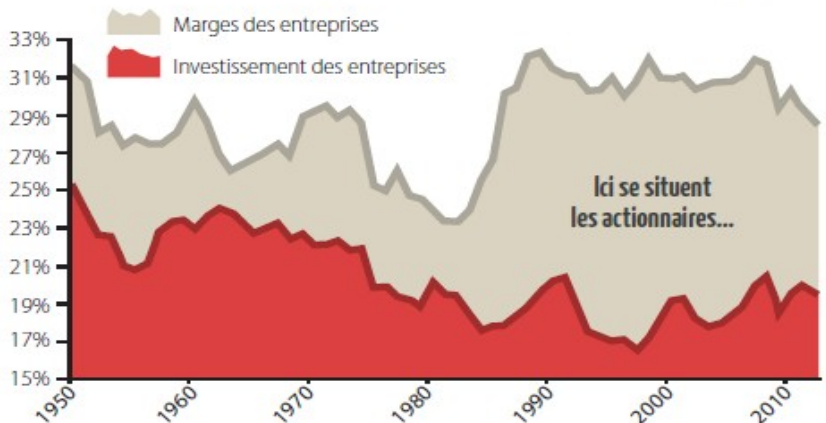
¹ A propos de la représentativité des organisations présentes ou absentes à la conférence sociale, une violente polémique s'est faite jour dans la presse, essentiellement anti-CGT comme lors du récent conflit à la SNCF.

Pour en juger, il convient de se rapporter aux chiffres officiels de la Direction générale du Travail et du Ministère de la fonction publique. En poids relatif des organisations qui, étaient invitées à la conférence sociale, celles qui ont refusé de participer à cette parodie de négociations représentent 53,64% et celles qui ont accepté

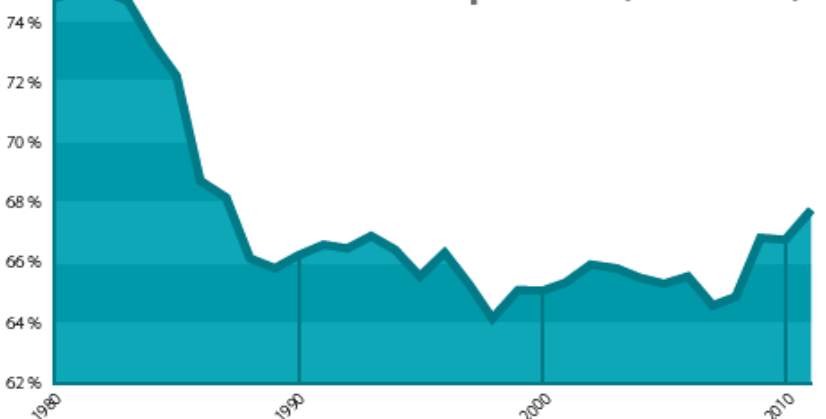
Évolution de l'investissement des entreprises et des dividendes versés en pourcentage des richesses produites



Évolution des taux de marges et de l'investissement des entreprises



Évolution de la part des salaires dans les richesses produites (1980/2011)



46,36%.

La représentativité relative (privé + public) est la suivante :

CGT 26,32% + FO 16,67% + FSU 2,79% + Solidaires 2,24% = 48,02%,

CFDT 23,65% + CGC 7,20% + CFTC 7,50% + UNSA 3,16% = 41,51%.

Les 10,47 restants concernent les syndicats non invités (d'entreprise, de métiers, territoriaux) non représentatifs au plan national.